

« Ici, c'est une réserve classée par l'Unesco, nous sommes au milieu du parc marin et, à cause de notre fioul, nous polluons plus que tous les autres habitants sur le continent. Tout ça parce que nous nous sommes mis à genoux devant saint EDF. C'est absurde. Nous sommes en train de bouillir. Il faut que nous reprenions les choses en main. »

« Ici », c'est l'île de Sein, en Bretagne, au large de la pointe du Raz. Un caillou posé au milieu de la mer, le dernier avant le grand large. François, l'un des deux derniers pêcheurs de l'île, est en colère quand il raconte l'épreuve qu'il endure. Né sur place, il connaît l'île comme sa poche. Il faut le suivre de très près quand il traverse le village et s'engouffre dans les ruelles sinueuses et étroites. Quelques dizaines de maisons de pierre enchevêtrées abritent la centaine d'habitants permanents l'hiver et le millier de visiteurs qui débarquent sur le port à la belle saison. À l'autre bout de l'île, seul au milieu des galets, le phare noir et blanc, fier et droit, tourné vers le large. Depuis 1954, il est l'une des vigies des bateaux qui affrontent la Chaussée de Sein, longue zone de récifs bien connue des marins pour sa dangerosité. Le gardien des lieux, Serge, s'emporte tout autant que son ami pêcheur :

« En 2008, nous avons connu une tempête plus forte que toutes les autres. Et, depuis, ça ne cesse de se répéter. L'hiver dernier, l'eau est entrée dans la salle des machines. De mémoire de gardien de phare, on n'avait jamais vu ça. La montée des eaux, ici, on connaît. C'est notre quotidien. »

Les deux hommes, rejoints par une quarantaine d'autres habitants et un entrepreneur de la région, mènent un combat difficile pour assurer un avenir à leur île. « Quand j'ai vu la mer monter de plus en plus haut et réalisé la quantité de fioul que nous brûlons tous les ans pour produire notre électricité, je me suis dit qu'il y avait quelque chose de pas normal. Nous sommes aux premières loges du réchauffement climatique et nous ne faisons rien du tout pour l'empêcher. Nous continuons de consommer du pétrole et de regarder la mer dévorer l'île. Il faut changer tout ça », raconte Serge. Il y a cinq ans, les deux hommes ont décidé de passer à l'action et de prendre les mesures qui s'imposaient pour protéger leur île et prendre leur part dans la lutte contre le dérèglement climatique. Économiser l'électricité, isoler les vieilles maisons transpercées par le vent, installer une éolienne à côté du phare et deux hydroliennes dans la baie, leur projet de transition énergétique était au point. Mais ils ne soupçonnaient pas ce qui les attendait. Ils n'avaient pas anticipé de trouver face à eux une telle résistance. Pas de la population locale qui, dans son ensemble, a adhéré rapidement à leur projet. Mais plutôt de la part des élus locaux, à commencer par le maire du village, bien décidé à les stopper dans leur élan. Et surtout d'EDF, gestionnaire unique du réseau électrique et premier producteur d'électricité en France. Dès le début, l'entreprise nationale s'est inquiétée à l'idée de voir un jour les Sénans se réapproprier le réseau électrique et bouter l'opérateur historique hors de l'île.

Sur une cinquantaine d'hectares à peine, Sein regroupe tous les ingrédients du point de bascule où se situe le monde à l'heure du dérèglement climatique. Des citoyens conscients de leur responsabilité et de leur capacité à agir se mettent en marche. Leurs initiatives vont au-delà du simple choix d'une énergie par rapport à une autre. Il n'est pas seulement question de

remplacer un générateur de fioul par une éolienne ou de fermer une centrale nucléaire pour laisser la place à des fermes solaires. Ces individus remettent en cause le fonctionnement établi et la manière dont les décisions sont prises. Ils bousculent les gouvernements et les grandes entreprises installés dans un modèle économique qui n'a pas évolué depuis des décennies. Un système qui repose sur une quête infinie du point de croissance supplémentaire et sur une consommation toujours plus effrénée de ressources naturelles. En passant à l'action, ces communautés disent aux dirigeants politiques qu'elles ne leur font plus confiance pour régler la crise climatique. Elles ne les croient plus lorsqu'ils continuent de promettre que les grandes messes onusiennes et les négociations internationales vont nous sauver. Ces femmes et ces hommes sont las d'attendre que le monde politique se réveille et que les multinationales deviennent responsables. Ils souhaitent se réapproprier le pouvoir de prendre les décisions que les gouvernements repoussent depuis des années. Ils veulent vivre autrement, transformer l'économie et nos schémas de pensée. Et tant mieux si les entreprises qui vivent du système actuel – les géants des énergies fossiles et l'industrie du nucléaire en tête – deviennent féroces. C'est le signe qu'elles anticipent leur chute. C'est tout leur modèle qui est remis en cause par la transformation écologique et énergétique qui est en marche. Celles qui l'ont compris hésitent encore à se mettre en mouvement. Elles sentent qu'une secousse terrible les menace mais, dans leur immense majorité, sont incapables de changer et de s'adapter à la réalité d'un monde où les ressources naturelles ne sont pas inépuisables. Un immense mouvement est en train de naître. Des citoyens, des communautés, des collectivités locales, des entreprises, des régions entières, parfois même des pays passent à l'action et inventent un monde dans lequel nos activités cessent d'agresser la planète. L'île de Sein est un concentré en miniature de la transition climatique qui s'annonce.

Une courte majorité de la population mondiale considère le changement climatique comme la plus grave menace qui pèse sur nos têtes. 54 % pour être précis. C'est le résultat d'une étude menée en 2013 par le centre de recherche Pew dans une quarantaine de pays. Le changement climatique est jugé plus inquiétant que la crise financière mondiale ou l'extrémisme religieux. Dans les pays déjà touchés par les conséquences de l'évolution du climat, la part de la population qui en fait sa première préoccupation grimpe rapidement : 66 % aux Philippines, 72 % au Japon, 85 % en Corée du Sud et 87 % en Grèce. En France, selon un sondage Ipsos réalisé en janvier 2015, 77 % des habitants sont inquiets et redoutent des conséquences pour la faune et la flore, les dépenses publiques et leur santé. Les climatosceptiques sont donc une espèce en voie de disparition, au moins en Europe.

Il faut dire que tous les indicateurs sont au rouge. Les scientifiques nous expliquent que, si la température globale moyenne sur la planète, actuellement de 15 degrés, augmente de plus de 2 degrés, nous devons faire face à des phénomènes sans précédent : inondations plus fréquentes, sécheresses plus longues, montée des eaux partout sur la planète, acidification des océans aux effets encore inconnus, etc. Ces bouleversements auront des conséquences dramatiques pour les populations : famine, épidémies, déplacements massifs, guerres pour l'accès aux ressources. La température a déjà augmenté de 0,85 degré depuis la fin du XIX^e siècle, et les cris d'alarme des scientifiques sont de plus en plus pressants. Cet accroissement de la température est dû à la concentration excessive de gaz à effet de serre

dans l'atmosphère, qui perturbe le rayonnement naturel du soleil et réchauffe notre air et nos océans. Et ces gaz continuent de s'accumuler à un rythme que nous ne parvenons pas à ralentir. Pour enrayer le mal, il faut l'attaquer à la racine et cesser le plus rapidement possible d'émettre des gaz à effet de serre. Le plus important d'entre eux est le CO₂, qui provient en majorité de la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) et de certains procédés industriels (fabrication de ciment notamment). La solution au dérèglement climatique est connue et il n'en existe qu'une seule : il faut arrêter tout de suite de brûler du pétrole, du charbon et du gaz et cesser d'abattre des arbres par millions. La plupart des dirigeants politiques, souvent encouragés par des lobbies industriels, nous expliquent que ce sera impossible avant des siècles et qu'il n'existe pas d'alternative immédiate sans retourner à l'âge de pierre. Deux cents ans d'addiction au charbon et cent cinquante ans de règne de l'or noir nous ont bercés d'illusions.

Le plan à mettre en œuvre est pourtant connu depuis longtemps et nous avons la preuve qu'il fonctionne. Les économies d'énergie qui nous paraissaient impossibles hier sont à notre portée. Nous pouvons désormais vivre avec le même confort en consommant beaucoup moins d'énergie. Les techniques d'isolation des bâtiments ont fortement progressé, les moteurs de nos voitures tournent avec moins d'essence et demain ils s'en passeront totalement, les industries savent produire sans gaspiller massivement les ressources naturelles, l'économie circulaire et le recyclage des matières premières ne sont plus des vœux pieux. Et, surtout, les technologies permettant de produire l'énergie dont nous avons besoin ont évolué très rapidement au cours des vingt dernières années. Les énergies renouvelables atteignent l'âge mûr. Elles ont fait la preuve de leur efficacité et deviennent compétitives face aux énergies traditionnelles. À tel point que des pays entiers comme le Danemark, le Cap-Vert ou le Costa Rica font le pari d'une énergie 100 % renouvelable d'ici à 2050. Leur population pourrait se passer totalement de pétrole, de charbon, de gaz et ne pas recourir à l'énergie nucléaire. Défi impossible à relever aux yeux de beaucoup. Comment nous déplacer, travailler, nous chauffer, nous nourrir sans ces énergies auxquelles nous avons recours depuis la révolution industrielle de la fin du XIX^e siècle ? L'immense majorité de nos modes de locomotion notamment, qu'ils soient terrestres, maritimes ou aériens, est propulsée par des moteurs à combustion qui utilisent un dérivé de pétrole. Le gaz naturel reste la principale source d'énergie utilisée pour chauffer nos habitations. Depuis des centaines d'années, toutes nos activités reposent sur l'extraction et l'utilisation de ressources naturelles : le bois, les minerais, le pétrole, le charbon, l'uranium, le gaz et bien d'autres encore. Mais nous devons préserver ces ressources, qui ne sont pas infinies : certaines deviennent de plus en plus rares et la demande augmente avec la population mondiale. Nos sociétés, demain, ne pourront plus vivre avec le même moteur. Pourquoi les dirigeants de la planète n'adoptent-ils pas tous la trajectoire du Danemark ? La Russie, l'Arabie saoudite ou l'Algérie, pour ne prendre que ces trois exemples, ne sont pas condamnées à vivre du pétrole et du gaz. Toutes les trois ont des potentiels considérables de développement des énergies renouvelables. Leur géographie s'y prête. Mais les industries qu'elles ont mises en place, l'organisation de leur économie nationale, les liens tissés à tous les niveaux de la société entre les acteurs politiques et économiques, nourrissent une résistance très forte au changement. Le géant Gazprom, en Russie, est possédé en majorité par l'État, entretient des liens très étroits avec Vladimir

Poutine et constitue l'un des principaux moteurs de l'économie nationale. L'état-major de Gazprom et le Kremlin avancent main dans la main. Sonatrach, la compagnie publique algérienne, est la première entreprise du continent africain. Dans un pays où le pouvoir garde une mainmise sur des secteurs entiers de l'économie, les hydrocarbures ont une place bien particulière. Sans parler de l'Arabie saoudite, où Saudi Aramco, qui n'est rien d'autre que la plus grande compagnie pétrolière au monde, appartient à la famille royale. Le développement tout entier du pays, aujourd'hui l'un des plus riches sur la planète, s'est fait entièrement sur l'exploitation du pétrole et du gaz. Pour les gouvernements de ces trois pays – mais les exemples sont nombreux – il est simplement impensable de tourner le dos aux énergies fossiles. Toute transition apporte son lot d'incertitudes et d'inconfort. Lorsque les économies sont moribondes, la tendance naturelle est de fuir l'inconnu et l'improbable. « *Business as usual* » devient la ligne de conduite générale de nos gouvernements. Pourtant, notre modèle productiviste et centralisé a fait la preuve de son inefficacité à enrayer l'augmentation du chômage, et plus personne ne conteste que les nouvelles énergies sont d'immenses gisements d'emplois et de relance industrielle. Mais la prise de risque est jugée trop importante, et l'attentisme prévaut. Les mêmes vieilles recettes continuent d'être utilisées par les gouvernements car les résultats sont connus à l'avance. Tant pis si ces résultats sont mauvais. La peur du changement l'emporte. L'Arabie saoudite et les autres continueront sans aucun doute d'exploiter leurs gisements de pétrole et de gaz jusqu'à la dernière goutte.

Le défi climatique est sans conteste le plus complexe de tous ceux auxquels l'humanité doit faire face. Il est aussi le seul qui concerne l'ensemble des habitants de la planète. Aucune région du monde ne peut prétendre en être à l'abri. Sur les cinq continents, sous toutes les latitudes, au milieu des océans ou au sommet des montagnes, le changement climatique fait peser une menace. Pour lutter contre ce fléau, il faut accepter de s'interroger sur nos modèles de société. Il faut être prêt à questionner en profondeur nos modes de vie, nos pratiques alimentaires, nos manières de nous déplacer et nos habitudes de consommation. Envisager un monde en paix avec le climat, c'est imaginer un nouveau système de production de valeurs et de biens. C'est parce que la question est si délicate que les responsables politiques qui y ont été confrontés ont toujours repoussé le moment du passage à l'action. Longtemps, ils ont espéré qu'ils n'auraient jamais à le faire. Qu'un jour viendrait où les laboratoires les plus performants des meilleures universités et les départements recherche et développement des entreprises les plus innovantes auraient trouvé la solution. Ils ont espéré que la géo-ingénierie climatique allait régler le problème en forçant les éléments naturels à se comporter autrement. Ou bien que le stockage massif du carbone dans nos sous-sols allait nous permettre de brûler toujours plus de pétrole. Mais nos dirigeants se sont trompés, il n'existe pas de solution scientifique ou technologique au dérèglement climatique. La réponse ne peut être que politique. Depuis plus de vingt ans, les États se réunissent sous l'égide des Nations unies pour travailler sur le climat et ses évolutions. Les COP – conférences des parties – rassemblent chaque année des délégations de tous les pays du monde. Pendant deux semaines, elles s'attellent à formuler des propositions concrètes permettant à la fois de limiter les conséquences du dérèglement climatique et de se préparer à affronter celles que nous ne

pouvons plus éviter. On y discute de science climatique, de géopolitique et de financements. Mais, depuis vingt ans, les discussions achoppent sur les mêmes points, et les décisions à prendre sont sans cesse reportées. Les États qui ont entamé leur développement les premiers – l'Europe et l'Amérique du Nord – portent une responsabilité historique à travers des décennies d'émissions massives de CO₂. À ce titre, les autres pays, ceux qui ont entamé leur développement plus récemment, leur demandent de payer le prix de la dette écologique qu'ils laissent à la planète. Ce raisonnement, omniprésent depuis vingt ans dans toutes les négociations internationales sur le climat, si juste soit-il dans son constat, a pourtant considérablement ralenti les discussions et rendu impossible tout accord global. La Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil et beaucoup d'autres revendiquent leur droit au développement économique et à continuer à émettre du CO₂ dans l'atmosphère comme l'ont fait avant eux les pays européens et les États-Unis. Cette posture bloque les négociations et sert souvent de prétexte à certains États pour ne rien faire. Aujourd'hui, de plus en plus d'experts, d'économistes, de prospectivistes affirment clairement que le développement est possible sans utiliser le modèle occidental du siècle dernier. Autrement dit, les populations peuvent accéder à un certain confort de vie et un bien-être sans forcément brûler du pétrole et se rendre responsables, à leur tour, d'émissions de CO₂ massives. Mais cette ligne de fracture entre les États est en grande partie responsable de l'échec des négociations climatiques. Année après année, à l'ouverture des COP, les appels solennels des chefs d'État ont retenti pour rappeler l'urgence d'agir au nom de la survie de l'humanité. Et deux semaines plus tard, inexorablement, aucun accord suffisant n'était pris et les décisions qui s'imposaient étaient repoussées au lendemain. Les COP n'ont pas répondu à l'ampleur du phénomène climatique. Les textes adoptés n'ont jamais permis aux populations les plus menacées de se protéger des conséquences du réchauffement. Aucune famine, aucune inondation, aucun conflit liés au climat n'a été évité grâce aux mécanismes onusiens. La réponse globale choisie par nos dirigeants politiques pour lutter contre le changement climatique a fait la preuve de sa totale inefficacité.

Mais cet échec collectif n'a pas toujours découragé les défenseurs de l'environnement. Au contraire, il a suscité des réactions et engendré la naissance d'un puissant mouvement. Silencieux, presque invisible, il grossit rapidement. Les dirigeants politiques ne l'ont pas encore perçu ou tentent d'en minimiser l'importance et la portée. Mais ils ont tort. Ce mouvement, fait de citoyens, de communautés, de collectivités locales et parfois d'entreprises, a décidé d'accomplir la révolution énergétique dont nous avons besoin pour sauver la planète. Sans attendre les gouvernements, les défenseurs du climat ont décidé de réinventer le monde. Grâce à eux, tous les jours, quasiment partout sur le globe, fleurissent des initiatives et des projets qui réduisent nos émissions de CO₂ et atténuent l'impact des activités humaines sur le climat. Des populations entières adoptent les technologies les plus modernes et les plus propres pour se déplacer et se chauffer, des villages construisent des éoliennes pour s'alimenter en énergies renouvelables, des entreprises investissent dans des fermes solaires pour cesser de consommer du pétrole et du charbon. Encore insuffisantes et dispersées, ces initiatives grossissent rapidement. Hier, elles concernaient seulement des villages ou des PME, aujourd'hui, ce sont des mégapoles comme San Francisco ou Munich et des multinationales qui entament leur révolution énergétique. D'ici à quelques années à peine,

ce mouvement aura pris une ampleur telle qu'il aura un effet à l'échelle de la planète entière. Il touchera plusieurs centaines de millions de personnes et aura un impact significatif en contribuant à réduire massivement les émissions de CO₂.

Ce mouvement, il faut apprendre à le connaître, puis le soutenir, l'encourager et le rejoindre. Des citoyens sont passés à l'action parce que les gouvernements ont échoué. En Allemagne, au Danemark, en Autriche et dans bien d'autres pays, des habitants se sont réappropriés les moyens de production énergétique. Totalement autonomes et alimentés en énergies renouvelables qui ne dégradent pas le climat, des régions entières montrent la voie à suivre. En mer, ce sont les îles qui ont décidé de se débarrasser du pétrole pour utiliser le vent, le soleil et la mer. El Hierro, dans les Canaries, sera l'une des premières îles totalement propres pour le climat dans quelques années. Et d'autres suivent en Écosse, au Danemark, au Japon. Non seulement l'électricité reposera entièrement sur les renouvelables, mais toutes les activités économiques se feront à partir d'énergies propres. Même le parc automobile sera intégralement renouvelé. À Dharnai, dans l'un des États les plus pauvres de l'Inde, des villageois ont rétabli l'électricité dont ils étaient privés depuis trente ans grâce à des panneaux solaires. Sans investissements colossaux, ils redonnent une chance à leur région abandonnée par le pouvoir central. Une nouvelle économie locale peut naître, les rues sont plus sûres et les enfants peuvent apprendre leurs leçons le soir à la maison. Des dizaines de milliers de villages en Inde, et certainement des millions dans le monde, pourraient adopter la même trajectoire et éviter de rejeter dans le ciel des gigatonnes de CO₂.

En France aussi, ce mouvement est en marche. Dans presque toutes les régions du pays, des projets initiés et menés par les habitants sont en développement. Tous font le pari des énergies renouvelables et d'une plus grande maîtrise de la consommation. Mais ils se heurtent le plus souvent à la spécificité de l'Hexagone : un système énergétique ultracentralisé, totalement vertical, reposant presque entièrement sur le nucléaire et bientôt organisé autour d'un seul acteur industriel incontournable, EDF. Plus de 75 % de l'électricité française est produite à partir de centrales nucléaires, une situation unique au monde. Aucun autre pays n'a développé une telle dépendance à l'atome. La France est le seul État de la planète où le nucléaire représente plus de la moitié de son mix électrique. Depuis un demi-siècle, aucun gouvernement n'a remis en cause ce choix de société. Nicolas Sarkozy assumait pleinement son penchant pour l'énergie atomique. Même à l'époque de la catastrophe de Fukushima, au Japon, en mars 2011, il était l'un des plus ardents défenseurs de cette énergie. Quand François Hollande a été élu, l'année suivante, il a suscité de grands espoirs en annonçant une réduction de la part du nucléaire à 50 %, la tenue d'un grand débat national et citoyen sur la transition énergétique et la fermeture de la centrale de Fessenheim pour faire de la place aux renouvelables, une première en France. Trois ans plus tard, ces espoirs sont largement déçus. Le grand débat promis n'a pas vraiment eu lieu et, en tout cas, n'a pas permis d'amorcer un vrai changement de société. La loi qui doit nous engager sur la voie d'une réduction du nucléaire tarde à aboutir. Ségolène Royal, ministre de l'Écologie et de l'Énergie, est favorable à l'ouverture de nouvelles centrales, et Fessenheim ne fermera pas avant l'échéance du mandat présidentiel. François Hollande n'a jamais eu d'engagement environnemental. Mais personne n'aurait imaginé, en 2012, un tel bilan à l'approche de la fin de son mandat. La

transition énergétique tant annoncée et promise pendant la campagne présidentielle n'a pas démarré. Le nucléaire reste un obstacle majeur à la transition énergétique voulue par bon nombre d'habitants. Il ne laisse aucune place sur le réseau aux énergies renouvelables et absorbe tous les investissements financiers. En France, les initiatives menées par des communes ou des régions sont tôt ou tard bloquées par cette omniprésence de l'atome. L'industrie du nucléaire emmenée par EDF n'est pas prête à laisser de la place à de nouveaux acteurs et elle fera tout pour bloquer une vraie transition énergétique. À commencer par interdire aux habitants de se réappropriier la gestion du réseau ou de devenir eux-mêmes producteurs d'électricité.

Pendant que sur l'île de Sein et ailleurs EDF et le gouvernement français empêchent les habitants de transformer le pays et de lutter efficacement contre le dérèglement climatique, un mouvement s'est donc mis en route. Qui sont les individus qui ont décidé de se réapproprier les décisions politiques ? Leurs actions sont-elles réellement efficaces ? Sont-ils réellement en train d'inventer le monde de demain ? Comment des mesures isolées pourraient-elles pallier l'absence d'actions à l'échelle globale ? Ce mouvement peut-il vraiment nous sauver du dérèglement climatique ? De Copenhague au Bihar, dans le nord de l'Inde, en passant par l'île de Sein et la Forêt-Noire allemande, il faut, pour trouver des réponses, aller à la rencontre des résistants du climat.